



# Fédération CFTC-Finances

✉ Bât. Condorcet – 6 rue Louise Weiss – 75703 PARIS CEDEX 13  
tél : 01.44.97.32.71 fax : 01.44.97.33.11 E-mail : [federation-cftc@syndicats.finances.gouv.fr](mailto:federation-cftc@syndicats.finances.gouv.fr)

## DU COTE DE LA FEDE...

Le prochain Comité technique Ministériel va porter uniquement sur le budget de nos ministères « non prioritaires » : les emplois et les crédits de fonctionnement. Autant le dire sans ménagement : le changement n'est pas pour maintenant.

Malheureusement, rien ne change :

Nos ministères « non prioritaires » perdent encore 2362 postes à répartir dans les directions. Les chiffres seront totalement affinés lors des différents CTR...

Et ils veulent nous faire croire que la RGPP n'est plus...

Avant le CTM, **La CFTC FINANCES est déçue et inquiète** :

- 1/ **Inquiète pour nos missions régaliennes** : où sont les moyens humains et financiers pour les mener à bien?  
Comment participer au redressement économique avec des moyens en baisse ?  
Comment mettre en place plus de justice fiscale avec de nouvelles baisses des effectifs ?
- 2/ **Inquiète et déçue de la baisse des crédits de fonctionnement** qui, si nous avons bien lu, devrait se monter à 4,6 % pour les directions de Bercy.
- 3/ Nous sommes également **déçus et inquiets pour le pouvoir d'achat des agents**.  
Une fois de plus, le point d'indice n'augmente pas et les mesures catégorielles vont connaître une baisse drastique de 550 à 310 M d'euros en 2013.

Dans le même temps, la lecture du PLF 2013 fait apparaître en filigrane un impact très fort sur les carrières des agents, leurs possibilités d'avancement (concours, **plan de qualification, pro-pro en baisse drastique pour 2012 malgré les CAPL**), mutations, et plus globalement, les conditions de vie au travail qui ne vont pas cesser de se dégrader dans nos ministères.

**La Fédération Finances CFTC condamne fermement la baisse de moyens humains, techniques et financiers**

**Nous réaffirmons notre inquiétude quant aux missions de nos ministères qui restent fondamentales et prioritaires aux yeux de nos concitoyens.**